

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 112
N° 24

TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 15
no Novema 1963**ABONNEMENTS**

	Un an	Six mois (Francs Pacifique)	3 mois
Polynésie française.	180 fr.	100 fr.	60 fr.
France et territoires d'Outre-mer	190 fr.	105 fr.	60 fr.
Etranger	265 fr.	130 fr.	70 fr.

PRIX DU NUMERO :

Polynésie, France et T.O.M. : 15 fr. — Etranger : 20 fr.
Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.
Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.
*Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard
6 jours ouvrables avant la parution du journal.*

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires, commerciales et an-
nonces diverses : la ligne 15 fr.
Les mêmes renouvelées : la ligne 7 fr.
Publication de sociétés philanthropiques,
littéraires, scientifiques, sportives, etc.. 7 fr.

SOMMAIRE**PARTIE OFFICIELLE****ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Pages**

1963 12 oct.	Arrêté interministériel portant application à Paérodrome de Tahiti-Faaa de l'arrêté interministériel du 10 avril 1961 fixant les conditions d'établissement et de perception des redevances d'usage des installations aménagées sur les aéroports pour la réception des passagers et des marchandises sur les aéroports appartenant à l'Etat dans les territoires d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 2745 AA du 5 novembre 1963)	522
29 oct.	Décret n° 63-1073 portant annulation d'une disposition d'une délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française. (Arrêté de promulgation n° 2733 AA du 31 octobre 1963)	523
5 nov.	Décret portant dissolution du parti du Rassemblement Démocratique des Populations Tahitiennes. (Arrêté de promulgation n° 2753 AA du 6 novembre 1963)	524
5 nov.	Décret portant dissolution du parti dit « Pupu Tiama Maohi ». (Arrêté de promulgation n° 2753 AA du 6 novembre 1963)	524

TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

1963 1er oct.	Arrêté ministériel portant approbation du budget de l'office des postes et télécommunications de la Polynésie française pour 1963. (J.O.R.F. du 16 octobre 1963 — page 9251)	525
---------------	--	-----

14 oct.	Arrêté portant nomination à l'office des postes et télécommunications de la Polynésie française (J.O.R.F. des 28 et 29 octobre 1963 — page 9651)	525
17 oct.	Arrêté portant approbation du compte financier de l'office des postes et télécommunications de la Polynésie française pour 1962. (J.O.R.F. des 28 et 29 octobre 1963 — page 9650)	525
Extraits :— Acquisition de la nationalité française :		
	Famille Wong Foo (Wong Amin)	525
	Wong (Siou-Za)	525

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

1963 2 oct.	Arrêté n° 2458 AA fixant la nomenclature des établissements dangereux, incommodes ou insalubres en Polynésie française	525
22 oct.	Arrêté n° 2628 CAB/MIL relatif à la révision des classes 1964-1965 aux Iles du Vent	530
24 oct.	Arrêté n° 2649 AA/DOM rendant exécutoire la délibération n° 63-77 du 26 septembre 1963 de la commission permanente de l'assemblée territoriale, portant cession, à l'Etat français (Ministère de l'éducation nationale), des terrains et immeubles du Lycée Paul Gauguin	530
28 oct.	Décision n° 2698 AE portant acceptation d'un agent spécial de compagnie d'assurances	531
30 oct.	Arrêté n° 2715 AA portant convocation des collèges électoraux du district de Papeete pour l'élection du conseil de district	531
30 oct.	Arrêté n° 2721 AA autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'Aéro-Club de Tahiti	532

30 oct.	Arrêté n° 2722 CD accordant divers dégrèvements de cotes inscrites sur les rôles des exercices 1960, 1961, 1962 et 1963, perçus au profit du budget local et des budgets communaux de Papeete et d'Uturoa . . .	532
30 oct.	Arrêté n° 2723 AA créant une commission chargée de préparer la réglementation de l'extraction des agrégats . . .	534
31 oct.	Arrêté n° 2726 CAB portant interdiction d'accès et de séjour dans certaines îles de la Polynésie française au sieur Lenormand Maurice, Henry . . .	534
4 nov.	Décision n° 2743 AC/DIR/NA portant création des organismes de la circulation aérienne et délimitation des zones dont la responsabilité incombe aux services de contrôle de la circulation aérienne dépendant de la direction du service de l'aviation civile . . .	535
5 nov.	Arrêté n° 2750 AC/DIR prescrivant une enquête administrative préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de l'aérodrome d'Anaa . . .	535
5 nov.	Arrêté n° 2751 AC/DIR prescrivant une enquête administrative préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de l'aérodrome de Rangiroa . . .	536
5 nov.	Arrêté n° 2752 AC/DIR prescrivant une enquête administrative préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction d'une station météorologique à Tubuai . . .	536
6 nov.	Arrêté n° 2758 MM concernant la tenue des liste de passagers embarqués sur les navires . . .	537
6 nov.	Décision n° 2759 ELV délivrant une autorisation d'occupation temporaire d'emplacement du domaine maritime public pour la culture de l'huître comestible . . .	537
	Extraits . . .	538

AVIS OFFICIELS

Service des travaux publics et des mines.— Avis concernant l'immatriculation des engins à deux roues à moteur . . .	541
Enquête de commodo et incommode.— M. Ebb Milou . . .	542
Service météorologique.— Observations météorologiques pendant le mois de novembre 1962 . . .	544

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires . . .	542
Annonces diverses . . .	543

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 2745 AA du 5 novembre 1963 *promulquant un acte du pouvoir central.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est promulgué dans le territoire de la Polynésie française pour y être exécuté selon sa forme et teneur :

- l'arrêté du 12 octobre 1963 portant application à l'aérodrome de Tahiti-Faaa de l'arrêté interministériel du 10 avril 1961 fixant les conditions d'établissement et de perception des redevances d'usage des installations aménagées sur les aéroports pour la réception des passagers et des marchandises sur les aérodromes appartenant à l'Etat dans les territoires d'outre-mer.

Art. 2. — Le présent arrêté qui prendra effet à compter du 15 novembre 1963, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 novembre 1963.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

ARRETE INTERMINISTERIEL du 12 octobre 1963 *portant application à l'aérodrome de Tahiti-Faaa de l'arrêté interministériel du 10 avril 1961 fixant les conditions d'établissement et de perception des redevances d'usage des installations aménagées sur les aéroports pour la réception des passagers et des marchandises sur les aérodromes appartenant à l'Etat dans les territoires d'outre-mer.*

Le ministre des travaux publics et des transports,

Le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté interministériel du 10 avril 1961 fixant les conditions d'établissement et de perception des redevances d'usage des installations aménagées sur les aéroports pour la réception des passagers et des marchandises sur les aérodromes appartenant à l'Etat dans les territoires d'outre-mer et notamment son article 2 ;

Vu le décret n° 53-893 du 24 septembre 1953 relatif au régime juridique, administratif et financier des aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique et notamment ses articles 18, 19 et 27 ;

Vu le décret n° 56-623 du 22 juin 1956 fixant les modalités d'application aux aérodromes appartenant à l'Etat et

situés dans les territoires d'outre-mer du décret n° 53-893 du 24 septembre 1953 ;

Vu l'arrêté du 11 octobre 1954 modifié par l'arrêté du 23 janvier 1956 réglementant les conditions d'établissement et de perception des redevances d'usage des installations aménagées sur les aéroports pour la réception des passagers et des marchandises ;

Vu l'avis du conseil supérieur de l'aviation marchande en date du 9 février 1963,

Arrêtent :

Article 1er.— Les taux de la redevance à percevoir sur l'aéroport de Tahiti-Faaa pour l'usage des installations aménagées pour la réception des passagers sont fixés comme suit :

Passagers à destination :

- d'un aéroport de la Polynésie française et d'un aéroport de l'archipel Wallis : 50 CFP
- d'un aéroport des archipels Cook, Tonga, Samoa : 200 CFP
- de tous autres aéroports : 400 CFP

Ces redevances seront perçues au profit du budget de la République française, ou au profit de la personne physique ou morale à laquelle l'Etat français concéderait l'exploitation de l'aérodrome.

Art. 2.— Les enfants et les autres passagers bénéficiant d'une réduction au moins égale à 90 % sur le prix du billet normal sont exemptés de la redevance.

Art. 3.— Les taux prévus à l'article 1 ci-dessus entreront en vigueur à une date qui sera fixée par arrêté du gouverneur de la Polynésie française.

Art. 4.— Le gouverneur de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 octobre 1963.

Le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer,

Louis JACQUINOT.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du budget,

R. MARTINET.

Le ministre des travaux publics et des transports,

Pour le ministre des travaux publics et des transports et par délégation :

Le directeur du cabinet,

Pierre PANARD.

ARRÊTÉ n° 2733 AA du 31 octobre 1963 promulguant un acte du pouvoir central.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret modifié du 21 novembre 1933 sur l'organisation judiciaire dans les E.F.O., article 237 ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels ;

Vu le télégramme n° 50.184 TOM/AP/BEL du 31 octobre 1963 du ministre d'état chargé des départements et territoires d'outre-mer,

ARRÊTE :

Article 1er.— Est promulgué dans le territoire de la Polynésie française pour y être exécuté selon ses forme et teneur :
- le décret n° 63-1073 du 29 octobre 1963 portant annulation d'une disposition d'une délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié selon la procédure d'urgence partout où besoin sera.

Papeete, le 31 octobre 1963.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

DECRET n° 63-1073 du 29 octobre 1963 portant annulation d'une disposition d'une délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer ;

Vu le décret modifié n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 63-50 du 20 juin 1963 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française sur la réglementation générale sur la police de la circulation routière ;

Vu le décret n° 56-230 du 29 février 1956 relatif à la publication dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer de la convention sur la circulation routière, du protocole relatif aux pays ou territoires présentement occupés et de l'acte final signés à Genève le 19 septembre 1949 ;

Vu l'avant-dernier alinéa de l'article 21 du décret n° 63-766 du 30 juillet 1963 ;

Le conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Article 1er.— Est annulé le deuxième alinéa de l'article 99 de la délibération susvisée du 20 juin 1963 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française « sur la réglementation générale sur la police de la circulation routière ».

Art. 2.— Le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Paris le 29 octobre 1963.

Georges POMPIDOU.

Par le premier ministre :

*Le ministre d'Etat chargé des départements
et territoires d'outre-mer,*

Louis JACQUINOT.

ARRÊTÉ n° 2753 AA du 6 novembre 1963 *promulguant des
actes du pouvoir central.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret modifié du 21 novembre 1933 sur l'organisation judiciaire dans les E.F.O., article 237 ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Sont promulgués dans le territoire de la Polynésie française pour y être exécutés selon leur forme et teneur :

- le décret du 5 novembre 1963 portant dissolution du parti du " Rassemblement Démocratique des Populations Tahitiennes ".

- le décret du 5 novembre 1963 portant dissolution du parti dit " Pupu Tiama Maohi ".

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié selon la procédure d'urgence, partout où besoin sera, et au *Journal Officiel* de la Polynésie française.

Papeete, le 6 novembre 1963.

A. GRIMALD.

DECRET du 5 novembre 1963 *portant dissolution du parti
du Rassemblement Démocratique des Populations Tahitiennes.*

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Vu la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et les milices privées ;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Article 1^{er}.— Est et demeure dissous le parti Rassemblement Démocratique des Populations Tahitiennes.

Art. 2.— Le Premier ministre, le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, le garde des sceaux, ministre de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 novembre 1963.

Charles de GAULLE.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

Georges POMPIDOU.

*Le ministre d'Etat chargé des départements
et territoires d'outre-mer,*

Louis JACQUINOT.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Jean FOYER.

DECRET du 5 novembre 1963 *portant dissolution du parti
dit « Pupu Tiama Maohi ».*

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Vu la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et les milices privées ;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Article 1^{er}.— Est et demeure dissous le parti dit Pupu Tiama Maohi.

Art. 2.— Le Premier ministre, le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, le garde des sceaux, ministre de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 novembre 1963.

Charles de GAULLE.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

Georges POMPIDOU.

*Le ministre d'Etat chargé des départements
et territoires d'outre-mer,*

Louis JACQUINOT.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Jean FOYER.

TEXTES OFFICIELS PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL *portant approbation du budget de l'office des postes et télécommunications de la Polynésie française pour 1963.*

Par arrêté du 1er octobre 1963, le budget de l'office des postes et télécommunications de la Polynésie française (exercice 1963) est arrêté comme suit :

Opérations d'exploitation : 85.585.000 F C. F. P.
Opérations en capital : 4.715.000 F C. F. P.

ARRÊTÉ *portant nomination à l'office des postes et télécommunications de la Polynésie française*

Par arrêté du ministre d'État chargé des départements et territoires d'outre-mer en date du 14 octobre 1963, M. René Porcher, directeur du corps autonome des postes et télécommunications, est nommé, à compter du 1er octobre 1963, directeur de l'office des postes et télécommunications de la Polynésie française.

ARRÊTÉ *portant approbation du compte financier de l'office des postes et télécommunications de la Polynésie française pour 1962.*

Par arrêté du 17 octobre 1963, le compte financier de l'office des postes et télécommunications de la Polynésie française (exercice 1962) est arrêté à la somme nette de 70.207.088 F C. F. P.

DÉCRET du 15 octobre 1963 *portant acquisition de la nationalité française.* (J.O.R.F. du 27 octobre 1963).

Article 1^{er}

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

Wong Foo (Wong-Amin), Papeete (Polynésie française), 15-04-27, NAT

Wong Foo, née Lau Shui, Papeete (Polynésie française), 01-01-30, NAT

Wong Foo (Armelle), Uturoa (Polynésie française), 02-11-50, EFF

Wong Foo (Ginette), Uturoa (Polynésie française), 28-06-53, EFF

Wong Foo (Frida), Uturoa (Polynésie française), 03-04-57, EFF

Wong Foo (Chantal), Uturoa (Polynésie française), 14-07-58, EFF

Wong (Siou-Za), Tiarei (Polynésie française), 27-10-30, NAT

Article 2

Sont autorisés à s'appeler légalement à l'avenir :

Van Fau (Jules) - Wong Foo (Wong-Amin)
Van Fau, née Alan (Marguerite) - Wong Foo, née Lau Shui (Ah Yen)
Van Fau (Armelle) - Wong Foo (Armelle)
Van Fau (Ginette) - Wong Foo (Ginette)
Van Fau (Frida) - Wong Foo (Frida)
Van Fau (Chantal) - Wong Foo (Chantal)
Wong (Georges) - Wong (Siou-Za)

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 2458 AA du 2 octobre 1963 *fixant la nomenclature des établissements dangereux, incommodes ou insalubres en Polynésie française.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire, rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961, et notamment l'article 196 de cette délibération ;

Vu l'avis émis par le comité consultatif de l'urbanisme, de l'habitat et de l'hygiène, en sa séance du 30 août 1963, et par l'inspecteur du travail et des lois sociales ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 2 octobre 1963,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La nomenclature et la division en trois classes des établissements insalubres, dangereux ou incommodes, prévue à l'article 196 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 susvisé, sont fixées conformément au tableau annexé au présent arrêté et, pour les catégories d'établissements non comprises dans ce tableau, à la nomenclature métropolitaine résultant de la loi modifiée du 19 décembre 1917 (brochure n° 1001 - 6^e édition - page 47 à 234, mise à jour à la date du 21 octobre 1960 - édition des journaux officiels).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 2 octobre 1963.

A. GRIMALD.

NOMENCLATURE

des établissements insalubres, dangereux ou incommodes,
annexée à l'arrêté n° 2458 AA du 2 octobre 1963.

N°	DESIGNATION DES INDUSTRIES	INCONVENIENTS	CLASSE
1	Abattage des animaux : 1°) Abattoirs 2°) Tueries de volailles : a) Dans les agglomérations, lorsqu'on y tue au moins 50 animaux par journée de travail b) Partout ailleurs	Bruit, odeur, danger des mouches, altération des eaux, danger d'incendie Bruit, odeur, danger des mouches, altération des eaux — Idem —	1 ère 2 ème 3 ème
2	Accumulateurs (Ateliers de charge d') : 1°) Lorsqu'il s'agit de charges ordinaires sur des accumulateurs n'ayant pas de plaques à réformer, la puissance maximum du courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 2,5 kw 2°) Lorsqu'on « reforme » ou régénère des plaques d'accumulateurs, à l'exclusion de toute opération d'empâtage, la puissance maximum du courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 0,5 kw	Bruit, émanations nuisibles accidentelles, danger d'explosion, altération des eaux	3 ème 3 ème
3	Acides acétique, chloridrique, sulfurique, etc... (dépôts d')	Action corrosive, altération des eaux	3 ème
4	Agglomérés divers (Fabrication d') (voir 63)		
5	Alcool (Dépôts d') méthylque (ou méthylène du commerce) éthylique (ou alcool dénaturé) et propylique d'un titre supérieur à 40 pour 100 en volume approvisionnement en récipients ou réservoirs métalliques correspondant à un stock supérieur ou égal à 25.000 litres	Danger d'incendie, odeur, altération des eaux	2 ème
6	Amidonnerie	Odeur, émanations nuisibles, altération des eaux	1 ère
7	Animaux vivants Etablissements d'élevage ou d'engraissement : 1°) Porcs, en stabulation ou en plein air dans les agglomérations de moins de 5.000 habitants et lorsque la porcherie n'est pas l'accessoire d'un établissement agricole NOTA : Sont seuls comptés les porcs ayant cessé d'être alimentés 2°) Volailles, lorsque le nombre d'animaux est égal ou supérieur à 200 : a) si l'établissement est situé à une distance inférieure à 100 mètres d'un immeuble habité ou occupé par des tiers b) si l'établissement est situé à une distance supérieure à 100 mètres d'un immeuble habité ou occupé par des tiers	Bruit, odeur, danger des mouches, altération des eaux Bruit, odeur, altération des eaux — Idem —	1 ère 1 ère 2 ème
8	Apiculture (installation de ruches)	Danger de piqûres	2 ème

N°	DESIGNATION DES INDUSTRIES	INCONVENIENTS	CLASSE
9	Asphaltes, bitumes, brais, résines et matières bitumineuses solides (Dépôts de) (Voir 59)	Odeur, danger d'incendie, poussières, altération des eaux	
9 bis	(traitement des asphaltes, etc...)		1 ère
10	Avertisseurs sonores, haut-parleurs, diffuseurs et tous instruments ou appareils sonores (ateliers d'essais, de réparation ou d'emploi d')		3 ème
11	Bal public, dancing	Bruit	3 ème
12	Bananes (Ateliers de maturation, de murissage ou de préparation des)	Danger d'incendie, odeur	3 ème
13	Benzine, benzène ou benzol (dépôt) (voir 59)		
14	Béton (préparation du) (voir 63)		
15	Blanchisseries dans les agglomérations	Odeurs, altération des eaux	3 ème
16	Bois ou matériaux combustibles analogues d'origine végétale tels que rotin, roseau, liège (Ateliers ou l'on travaille le) à l'aide de machines-outils actionnées par des moteurs	Bruit, trépidations, poussières, dangers d'incendie et d'explosion	2 ème
17	Bois (Dépôts ou magasins de) grumes, bois d'œuvre, charpentes, contreplaqués, etc..., situés à moins de 30 mètres de tout bâtiment habité ou occupé par des tiers et disposant au maximum de 2 machines-outils à travailler le bois	Danger d'incendie, bruit, trépidations, poussières	2 ème
18	Bois (carbonisation du)	Odeur, fumées, altération des eaux	2 ème
19	Boues et immondices, ordures, voiries, suies, déchets pulvérulents (Dépôt de) quelle que soit leur destination	Odeur, altération des eaux, danger des mouches et des rongeurs	1 ère
20	Brasseries	Odeur, altération des eaux	2 ème
21	Buanderies, laveries de linge, lavoirs publics utilisant des machines automatiques (laveuses et essoreuses combinées ou séparées) munies de moteurs individuels	Bruits, trépidations accidentelles, buées, fumées, altération des eaux	2 ème
22	Café et autres grains	Odeur, fumées, poussières accidentelles	3 ème
23	Caoutchouc ou autres élastomères (Application des enduits de)	Odeur, danger d'incendie, altération accidentelle des eaux	2 ème
24	Capok (atelier de manutention et préparation du)	Poussière, danger d'incendie	3 ème
25	Cardage des fibres d'origine végétale	Odeur, poussières, danger d'incendie, altération accidentelle des eaux	3 ème
26	Céramiques (Fabrication de produits) :	Fumées, altération des eaux	
	a) dans les agglomérations		2 ème
	b) en dehors des agglomérations		3 ème
27	Charpente en fer et serrureries (Ateliers de)	Bruit	1 ère
28	Chaudronneries et tôleries	Bruit, trépidations, fumées	1 ère
29	Chaux, ciments et plâtres (Dépôts de) dans les agglomérations	Poussières	2 ème
30	Chlore (Emploi du) pour la fabrication de dérivés chlorés	Emanations nuisibles accidentelles, action nocive sur la végétation, altération des eaux	1 ère
31	Chlore liquéfié (Dépôts de) si la quantité globale emmagasinée est supérieure à 150 kgs mais inférieure ou égale à 500 kgs	Emanations nuisibles accidentelles, danger d'explosion	2 ème
32	Chromage des métaux et alliages	Emanations nocives accidentelles, altération des eaux	3 ème
33	Cinéma (Salle de projection)	Bruit, danger d'incendie	3 ème
34	Coprah dépôt et (préparation de la noix de coco)	Odeur, bruit, altération des eaux	1 ère
35	Concassage des matières minérales ou organiques	Bruit, trépidations, poussières nocives, altération accidentelle des eaux, danger d'incendie	1 ère
36	Constructions métalliques (Ateliers de)	Bruit, trépidation, fumées	1 ère
37	Cuirs verts ou peaux fraîches (Préparation et dépôts de)	Odeur, danger des mouches, altération accidentelle des eaux	1 ère
38	Déchets d'animaux (Dépôts de)	Odeur, danger des mouches, altération des eaux	1 ère

N°	DESIGNATION DES INDUSTRIES	INCONVENIENTS	CLASSE
39	Décapage des métaux ou des matériaux : a) par les acides b) au sable ou par la grenaille métallique	Bruit, poussières	3 ^{ème}
40	Distilleries d'alcools, eaux de vie, liqueurs	Danger d'incendie, altération accidentelle des eaux	3 ^{ème}
41	Détergents (Fabrication des produits) autres que les savons	Odeur, danger des mouches, buées, bruit, poussières, altération des eaux	2 ^{ème}
42	Dynamite (Dépôts de)	Danger d'explosion, bruit	1 ^{ère}
43	Eaux gazeuses, limonaderies (Fabrique)	Bruit, trépidation, odeur	3 ^{ème}
44	Eau de Javel (Fabrication de l')	Odeur, altération des eaux	2 ^{ème}
45	Engrais (Fabrication des)	— Idem —	1 ^{ère}
46	Etoffes : a) dégraissage des b) impression sur	Odeur, émanations nocives — Idem —	3 ^{ème} 3 ^{ème}
47	Explosifs (Dépôts d')	Danger d'explosion	1 ^{ère}
48	Féculeries	Odeur, altération des eaux	2 ^{ème}
49	Fibres végétales (Préparation des)	Poussières, odeur, altération des eaux, danger d'incendie	2 ^{ème}
50	Fibres en celluloïd (Fabrication ou dépôts de)	Danger d'incendie	1 ^{ère}
51	Forgeage des métaux	Bruit, trépidations	1 ^{ère}
52	Fumier (Dépôts de)	Odeur, danger des mouches, altération des eaux	1 ^{ère}
53	Garage de véhicules automobiles	Bruits, odeurs, émanations nuisibles accidentelles, danger d'incendie, altération accidentelle des eaux	3 ^{ème}
54	Gaz combustibles liquéfiés : a) (Ateliers de chargement) b) (Dépôts de) logés dans des récipients métalliques sous une pression n'excédant pas 15 kg : cm ²	Danger d'incendie et d'explosion	1 ^{ère} 2 ^{ème}
55	Goudrons (Dépôts de)	Odeur, danger d'incendie, altération accidentelle des eaux	3 ^{ème}
56	Groupes électrogènes : 1°) Jusqu'à 3 kw à la condition d'être totalement insonorisés 2°) Au-dessus de 3 kw mais ne dépassant pas 20 kw à la condition d'être munis d'un dispositif d'échappement silencieux en sol. L'installation devra être pourvue d'un extincteur à mousse de 10 litres au moins 3°) Au-dessus de 20 kw mais ne dépassant pas 100 kw à la condition d'être munis d'un dispositif d'échappement silencieux en sol. L'installation devra être pourvue d'un extincteur à mousse de 50 litres au moins 4°) Installation supérieure à 100 kw à la condition d'être munie d'un dispositif d'échappement silencieux en sol. L'installation devra être pourvue de deux extincteurs à mousse de 50 litres au moins	Bruit, danger d'incendie	Non classés 3 ^{ème} 1 ^{ère}
57	Huiles de poisson (Extraction, traitement, dépôts des)	Odeur, danger des mouches, danger d'incendie, altération des eaux	1 ^{ère}
58	Huiles végétales (Extraction par pression et épuration des)	Odeur, danger d'incendie, altération des eaux	1 ^{ère}
59	Hydrocarbures liquides, pétrole et ses dérivés, huile de schiste et de goudron, essence (Dépôts des) : 1°) La quantité emmagasinée étant supérieure à 20.000 litres 2°) La quantité emmagasinée étant supérieure à 3.000 litres mais inférieure ou égale à 20.000 litres	Danger d'incendie, altération accidentelle des eaux Danger d'incendie, altération accidentelle des eaux	1 ^{ère} 2 ^{ème}

N°	DESIGNATION DES INDUSTRIES	INCONVENIENTS	CLASSE
	3°) La quantité emmagasinée étant supérieure à 400 litres mais inférieure ou égale à 3.000 litres	Danger d'incendie, altération accidentelle des eaux	3ème
60	Immondices, ordures (Dépôts d')	Odeur, danger des mouches et des rongeurs, altération des eaux	1ère
61	Kapok (voir Capok N° 24)		
61	Laiteries (Beurreries, fromageries, etc...) dans les agglomérations	Bruit, odeur, danger des mouches, altération des eaux	2ème
62	Lait (Travail mécanique de produits alimentaires dérivés du lait) tels que beurres, fromages blancs, demi-sels, petits suisses, etc...	— Idem —	3ème
63	Matériel vibrant (Emploi de) pour fabrication de matériaux tels que béton, agglomérés divers		1ère
64	Matériaux de construction autres que le bois, les chaux et ciment (Dépôts de) :	Poussières, danger des rongeurs	3ème
	1°) L'installation étant située dans une agglomération	Bruits, trépidations, poussières	2ème
	2°) En dehors des agglomérations	— Idem —	3ème
65	Mazout (Dépôts de) (voir 59)	Danger d'incendie, altération accidentelle des eaux	
66	Mécaniques (Ateliers de)	Bruit, trépidations	3ème
67	Moteurs et explosions (Installation et réparation)	Bruit, danger d'incendie, trépidations	2ème
68	Moteurs à combustion interne (Installations de) et réparation	— Idem —	2ème
69	Nacre (Travail de la) lorsque l'installation comprend des moteurs, meules, scies mécaniques, etc...	Bruit, poussières	2ème
70	Nacre (Dépôt et préparation de la)	Bruit, poussières	3ème
71	Ordures (Dépôts d') (voir 60)		
72	Peaux (Dépôts et apprêtage des)	Odeur, danger des mouches, poussières, altération des eaux	1ère
73	Photogravure (Ateliers de)	Emanations nuisibles, odeur, danger d'incendie et d'explosion, altération des eaux	2ème
74	Poissons (Fabrication de farines, tourteaux et engrais à base de ou provenant de déchet de)	Odeur, pollution du sous-sol et des eaux	1ère
75	Poissons salés, saurés ou séchés (Ateliers de préparation ou dépôts de) quand les quantités entreposées sont supérieures ou égales à 500 kgs	Odeur, danger des mouches	2ème
76	Poissons (Elevage des salmonidés) lorsque la production annuelle dépasse 10.000 poissons	Odeur, danger des mouches, altération des eaux	2ème
77	Poteries de terre et objets d'art en céramique (fabrication des)	Fumées, altération des eaux	3ème
78	Propane butane (Dépôts de) (voir 59)	Danger d'incendie et d'explosion, odeur	
79	Réfrigération (Etablissements faisant usage d'appareils de) produisant plus de 3.000 frigories-heures	Odeur, émanations nuisibles accidentelles, danger d'incendie et d'explosion	3ème
79 bis	Réparateurs d'engins à moteur (voir 67-68)	Bruit, trépidation	
80	Salaisons (Dépôts de) dans les agglomérations et quand les quantités entreposées sont supérieures à 500 kgs	Odeur, altération des eaux	3ème
81	Salaisons et préparation des viandes et abats	Odeur, danger des mouches, altération des eaux	2ème
82	Savonneries	Odeur, buées, altération des eaux	2ème
83	Scieries mécaniques	Bruit, trépidations, poussières, danger d'incendie	1ère
84	Serrureries et charpentes en fer (Ateliers de)	Bruit	1ère
85	Soudure autogène (Ateliers où l'on procède à la) par l'acétylène ou l'hydrogène	Danger d'incendie, d'explosion, odeurs	2ème
86	Souffleries ou bancs d'essai de véhicules ou d'engins	Bruit, trépidations, odeurs	1ère
87	Spectacles musicaux et similaires (Entreprise de)	Bruit	3ème
88	Station-service, postes distributeurs d'essence	Bruit, odeur, danger d'incendie	3ème
89	Sucre (Raffinerie de)	Bruit, odeur, danger des mouches, altération des eaux	2ème
90	Tanneries	Odeur, danger des mouches, altération des eaux	1ère
91	Teintureries	Buées, altération des eaux	3ème
92	Terres cuites, terres émaillées (Fabrication de)	Fumées, altération des eaux	3ème

ARRÊTÉ n° 2628 CAB/MIL du 22 octobre 1963 relatif à la révision des classes 1964-1965 aux Iles du Vent.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée ;

Vu l'instruction ministérielle du 4 décembre 1935 sur le recrutement et la révision du contingent ;

Vu la lettre n° 861/BR du 9 octobre 1963 de monsieur le chef de bataillon commandant le bureau de recrutement de la Polynésie Française,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le conseil de révision, appelé à examiner les jeunes gens des classes 1964-1965, se réunira aux Iles du Vent, aux lieux, jours et heures ci-après :

Afareaitu (Moorea) — le 14.11.63 à 08h.00
 Vaitepaua (Makatea) — le 21.11.63 à 08h.00
 Papeete (Tahiti) — le 26.11.63 à 08h.00 (classe 1964)
 Papeete (Tahiti) — le 27.11.63 à 08h.00 (classe 1965)
 Taravao (Tahiti) — le 28.11.63 à 08h.00

Le chef de circonscription est chargé de la désignation et de l'aménagement des locaux où siègera le conseil.

Art. 2. — Conformément à l'article 18 de la loi du 31 mars 1928, le maire de Papeete et les chefs de districts auxquels appartiennent les jeunes gens appelés devant le conseil de révision seront tenus d'assister aux séances.

Ils ont droit de présenter des observations et doivent, en application de l'article 28 de la loi, signer la liste de recrutement de leur commune ou district.

Ils sont, ainsi que les membres du conseil de révision, porteurs de leurs insignes.

Art. 3. — Après lecture publique des tableaux de recensement, la constatation de l'aptitude physique des jeunes gens aura lieu à huis clos.

Toutefois, pourra être admis, sur sa demande, à assister à la visite, le père ou le tuteur du jeune homme présenté à l'examen.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 octobre 1963.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

ARRÊTÉ n° 2649 AA/DOM du 24 octobre 1963 rendant exécutoire la délibération n° 63-77 du 26 septembre 1963 de la commission permanente de l'assemblée territoriale, portant cession, à l'Etat français (Ministère de l'éducation nationale), des terrains et immeubles du Lycée Paul Gauguin.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1^{er}. — Est rendue exécutoire la délibération n° 63-77 du 26 septembre 1963 de la commission permanente de l'assemblée territoriale, portant cession, à l'Etat français (Ministère de l'éducation nationale), des terrains et immeubles du Lycée Paul Gauguin.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 octobre 1963.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

DELIBERATION n° 63-77 du 26 septembre 1963 portant cession, à l'Etat français, des terrains et immeubles du Lycée Paul Gauguin.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la loi des finances du 29 juillet 1961 classant l'enseignement secondaire du territoire dans les services d'Etat ;

Vu l'autorisation donnée par l'assemblée territoriale dans sa séance du 17 mai 1962 ;

Vu la délibération n° 63-58 du 4 juillet 1963 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le rapport n° 63-151 en date du 25 septembre 1963 de la commission permanente ;

Vu la lettre n° 1187 DOM en date du 28 août 1963 de M. le gouverneur, chef de territoire, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Dans sa séance du 26 septembre 1963,

Adopte :

Article 1^{er}. — Est transféré gratuitement à l'Etat français, ministère de l'éducation nationale, l'immeuble ci-après désigné et affecté exclusivement à l'enseignement secondaire ou technique de la Polynésie française, savoir :

— Un immeuble situé à Papeete (quartier Paofai) et consistant en :

a) un terrain urbain de 2 ha 65 a 55 ca, dénommé « Lycée Paul Gauguin », et borné :

— au nord et au nord-est, par l'Avenue du Commandant Destreumeau sur 106,10 m ; un pan-coupé de 4,29 m et la rue Cook sur 63,50 m ;

- à l'est par la rue des Poilus Tahitiens sur 10 m et 14 m et par un chemin de servitude ;
- au sud, par la parcelle de la terre « Témaire » sur 146,50 m ;
- à l'ouest, par la terre « Taurahea » (parcelles) sur 14,20 m et 18,20 m ; par la terre « Tarona » (parcelles) sur 20,80 m, 21,50 m, 17,50 m, 15 m, 15 m et par le surplus de la propriété présentement transférée restant appartenir au territoire, sur 42,50 m, 3 m, 40 m, 28,10 m, 11,50 m et 35,30 m, tel que le présent immeuble figure et est décrit au plan.

b) Les constructions édifiées sur le terrain ci-dessus et consistant en :

- 1) — Un bâtiment en dur couvert en tôles, affecté au logement du surveillant général du Lycée.
- 2) — Un bâtiment en dur couvert en tôles, affecté au logement du proviseur.
- 3) — Un bâtiment à deux étages, construit en dur, couvert de tuiles.
- 4) — Un bâtiment en dur, couvert de tôles, à usage de cuisine et réfectoires.
- 5) — Trois bâtiments en dur, couverts de tôles, affectés au collège d'enseignement technique.
- 6) — Un bâtiment en dur, couvert de tôles, à usage de bibliothèque et d'archives.
- 7) — Un bâtiment en dur, couvert de tôles, à usage d'entrepôt de matériel.
- 8) — Un bâtiment en dur, couvert de tôles, à usage d'auditorium.
- 9) — Six abris construits sur aire en ciment et couverts de tôles, à usage de remise de cycles.

Art. 2.— En cas de modification des besoins de l'Etat français, ministère de l'éducation nationale, le territoire recouvrera par priorité les terrain et bâtiments cédés par la présente délibération, les bâtiments qui auront été construits par l'Etat sur ledit terrain, ainsi que le matériel laissé disponible et cela sans indemnité d'aucune sorte.

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

La secrétaire,
Rose RAOULX.

Le président,
Alexandre LE GAYIC.

DÉCISION n° 2698 AE du 28 octobre 1963 portant acceptation d'un agent spécial de compagnie d'assurances.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance du 29 septembre 1943 relative au contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances de toute nature ;

Vu la demande en date du 19 juillet 1963 présentée par l'UNION, compagnie d'assurance I.A.R.D. ;

Vu la décision n° 1369 AE du 11 octobre 1957 acceptant la

désignation de M. Tony A. Bambridge Sénior en qualité d'agent spécial de l'UNION, I.A.R.D. ;

Vu le dossier présenté et sur proposition du chef du service des affaires économiques,

DÉCIDE :

Article 1^{er}.— Est acceptée la désignation de M. Paul T. T. Yeou en qualité d'agent spécial de l'UNION, compagnie d'assurances Incendie, Accidents, Risques divers, en remplacement de M. Tony A. Bambridge Senior, démissionnaire.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 28 octobre 1963.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

ARRÊTÉ n° 2715 AA du 30 octobre 1963 portant convocation des collèges électoraux du district de Papeete pour l'élection du conseil de district.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'article 8 de la loi n° 52-830 du 6 février 1952 relative à la formation des assemblées de certains TOM, rendu applicable au territoire par l'article 6 de la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 ;

Vu l'arrêté du 22 décembre 1897 portant réorganisation des conseils de districts, modifié par les arrêtés des 3 janvier 1900, 24 novembre 1919, 15 juin 1931, 18 avril 1935, 4 décembre 1947, 14 août 1948 et 16 avril 1959 ;

Vu l'arrêté n° 498 AA du 6 mars 1963 déterminant à nouveau la composition et les conditions de formation des conseils de districts et notamment l'article 18 ;

Vu l'arrêté n° 527 AA du 11 mars 1963 portant convocation des collèges électoraux des circonscriptions administratives de la Polynésie française pour l'élection des conseils de districts ;

Vu la décision n° 6 du 4 juin 1963 du conseil du contentieux administratif de la Polynésie française annulant l'élection du 5 mai 1963 du conseil de district de Papeete ;

Vu la décision n° 43 du 30 septembre 1963 du conseil du contentieux administratif de la Polynésie française annulant l'élection du 1^{er} septembre 1963 du conseil de district de Papeete ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 30 octobre 1963,

Arrête :

Article 1^{er}.— Les collèges électoraux du district de Papeete

sont convoqués le dimanche 1^{er} décembre 1963 en vue de procéder à l'élection du conseil de district.

Art. 2.— Le chef de circonscription des Iles du Vent est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel et selon la procédure d'urgence où besoin sera.

Papeete, le 30 octobre 1963.

A. GRIMALD.

ARRÊTÉ n° 2721 AA du 30 octobre 1963 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'Aéro-Club de Tahiti.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la loi du 21 mai 1836 modifiée par la loi du 18 avril 1924 ;

Vu le décret n° 54-1027 du 13 octobre 1954 portant règlement d'administration publique concernant les conditions d'application dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun de l'article 5 de la loi du 21 mai 1836 portant prohibition des loteries ;

Vu la circulaire ministérielle n° 7192 AP/SE du 7 septembre 1956 relative aux loteries et tombolas ;

Vu la demande formulée par M. Lasserre (Marcel), président de l'Aéro-Club de Tahiti ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 30 octobre 1963,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— M. Lasserre (Marcel), président de l'Aéro-Club de Tahiti, est autorisé à organiser une loterie au capital de 1.000.000 francs, composée de 10.000 billets à 100 francs l'un, dont le produit sera exclusivement destiné à l'achat d'un avion-école et aux installations du Club.

Art. 2.— Le produit de la loterie sera intégralement et exclusivement appliqué à la destination prévue à l'article 1^{er} ci-dessus, sous la seule déduction des frais d'organisation et d'achat des lots.

Art. 3.— Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

Art. 4.— Les lots seront composés d'objets mobiliers à l'exclusion d'espèces, de valeurs, titres ou bons remboursables en espèces.

Art. 5.— Le contrôle de la loterie sera assuré par une commission composée de :

M. le chef du service des affaires administratives ou son adjoint,	Président
M. le trésorier-payeur.	Membre
M. Lasserre (Marcel), président de l'Aéro-Club de Tahiti,	»

Art. 6.— Le libellé des billets devra être approuvé par la commission prévue à l'article 5 avant toute émission, à cet

effet des épreuves d'imprimerie lui seront adressées avant l'impression définitive. Ce libellé ne peut être modifié sans son assentiment.

Les billets devront mentionner :

- la date du présent arrêté ;
- la date et le lieu du tirage ;
- le siège de l'œuvre bénéficiaire ;
- le montant du capital d'émission autorisé ;
- le prix du billet ;
- le nombre des lots et la désignation des principaux d'entre eux ;

- l'obligation, pour les gagnants, de retirer leurs lots dans les trois mois du tirage (les lots non réclamés à l'expiration de ce délai seront acquis de plein droit à l'œuvre).

Les billets ne pourront être colportés, entreposés, mis en vente et vendus en dehors du territoire de la Polynésie française.

Leur prix ne pourra, en aucun cas, être majoré.

Ils ne pourront être remis comme prime à la vente d'aucune marchandise.

Art. 7.— Le tirage aura lieu en une seule fois le 1^{er} mars 1964 à Papeete. Tout billet invendu dont le numéro sortira au tirage sera immédiatement annulé et il sera procédé à des tirages successifs jusqu'à ce que le sort ait favorisé le porteur d'un billet placé.

Art. 8.— Précédemment au tirage, les billets invendus seront retournés au siège social et les fonds recueillis seront versés à la caisse de M. le trésorier-payeur.

Art. 9.— Aucun retrait de fonds ou d'intérêts ne pourra être effectué à la caisse du comptable du trésor, avant le tirage des lots, ni sans le visa du président de la commission prévue à l'article 5.

Si, dans le délai de trois mois après la date du tirage de la loterie, les fonds et intérêts n'ont pas été retirés, ou si l'association bénéficiaire est dissoute avant leur retrait, les sommes inscrites au compte de cette dernière seront versées par le comptable dépositaire à la caisse des dépôts et consignations d'où elles ne pourront être retirées sans l'autorisation du chef du territoire.

Art. 10.— Dans les deux mois qui suivront le tirage, les organisateurs adresseront au chef du territoire la liste des lots et les numéros gagnants, ainsi que le procès-verbal du tirage et le compte rendu financier de l'opération. Justification sera donnée que les bénéfices ont bien reçu l'affectation indiquée à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 11.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 30 octobre 1963.

A. GRIMALD.

ARRÊTÉ n° 2722 CD du 30 octobre 1963 accordant divers dégrèvements de cotes inscrites sur les rôles des exercices 1960, 1961, 1962 et 1963, perçus au profit du budget local et des budgets communaux de Papeete et d'Uturoa.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu ensemble les arrêtés des 27 novembre 1912 et 17 mai 1951 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes qui l'ont modifié ;

Vu le décret du 20 mai 1890 créant la commune de Papeete et rendant applicables à cette collectivité certaines dispositions du décret du 8 mars 1879 relatif à la commune de Nouméa ;

Vu l'arrêté n° 24 AAE du 7 janvier 1960 rendant exécutoire la délibération n° 59/78 en date du 22 décembre 1959 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, arrêtant le budget territorial, exercice 1960 ;

Vu l'arrêté n° 77 AAE du 14 janvier 1960 approuvant le budget de la commune d'Uturoa, pour l'exercice 1960 ;

Vu l'arrêté n° 291 AAE du 11 février 1960 approuvant le budget de la commune de Papeete, pour l'exercice 1960 ;

Vu l'arrêté n° 2711 AA du 29 décembre 1960 approuvant le budget de la commune de Papeete, pour l'exercice 1961 ;

Vu l'arrêté n° 2731 AAE/F du 31 décembre 1960 rendant exécutoire la délibération n° 60-97 du 30 décembre 1960 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, arrêtant le budget territorial, exercice 1961 ;

Vu l'arrêté n° 49 AA/F du 8 janvier 1962 rendant exécutoire la délibération n° 61-148 du 29 décembre 1961 de l'assemblée territoriale, arrêtant le budget territorial, exercice 1962 ;

Vu l'arrêté n° 93 AA du 10 janvier 1962 approuvant le budget primitif de l'exercice 1962 de la commune de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 314 AA/F du 13 février 1963 rendant exécutoire la délibération n° 63-11 du 28 janvier 1963 de l'assemblée territoriale, arrêtant le budget territorial de l'exercice 1963 ;

Vu l'avis du trésorier-payeur ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 30 octobre 1963,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont accordés les dégrèvements détaillés sur les états de dégrèvements ci-annexés, dont la récapitulation est la suivante :

	Montant			
	B. local	C. Cce	B. Com.	Total
<i>Exercice 1961 - Perception de Tahiti</i>				
Etat n° 7 :				
Ordonnance n° 7..	*	*	3.600	25.485
Ordonnance n° 7bis	21.645	240	*	
<i>Exercice 1961 - Perception d'Uturoa</i>				
Etat n° 8 :				
Ordonnance n° 8..	*	*	362	1.397
Ordonnance n° 8bis	1.035	*	*	
<i>Exercice 1961 - Perception de Makatea</i>				
Etat n° 9 :				
Ordonnance n° 9..	800	64	*	864

Exercice 1962 - Perception de Tahiti

Etat n° 10 :

Ordonnance n° 10..	*	*	86.604	260.221
Ordonnance n° 10bis	163.720	9.897	*	

Exercice 1962 - Perception de Tahiti

Etat n° 11 :

Ordonnance n° 11..	*	*	19.806	224.904
Ordonnance n° 11bis	195.608	9.490	*	

Exercice 1962 - Perception de Makatea

Etat n° 12 :

Ordonnance n° 12..	6.400	64	*	6.464
--------------------	-------	----	---	-------

Exercice 1962 - Perception de Raiatea - Tahaa

Etat n° 13 :

Ordonnance n° 13..	*	*	350	34.380
Ordonnance n° 13bis	33.990	40	*	

Exercice 1962 - Perception de Tahiti

Etat n° 14 :

Ordonnance n° 14..	*	*	29.295	828.106
Ordonnance n° 14bis	795.463	3.348	*	

Exercice 1962 - Perception de Raiatea - Tahaa

Etat n° 15 :

Ordonnance n° 15..	*	*	2.199	7.761
Ordonnance n° 15bis	5.370	192	*	

Exercice 1963 - Perception de Tahiti

Etat n° 16 :

Ordonnance n° 16..	*	*	181.685	614.160
Ordonnance n° 16bis	277.700	154.775	*	

Exercice 1963 - Perception de Tahiti

Etat n° 17 :

Ordonnance n° 17..	*	*	19.596	218.962
Ordonnance n° 17bis	189.724	9.642	*	

Exercice 1963 - Perception de Raiatea - Tahaa

Etat n° 18 :

Ordonnance n° 18..	*	*	423	26.145
Ordonnance n° 18bis	24.658	1.064	*	

Exercice 1963 - Perception de Huahine

Etat n° 19 :

Ordonnance n° 19..	45.850	1.624	*	47.474
--------------------	--------	-------	---	--------

Exercice 1963 - Perception de Makatea

Etat n° 20 :

Ordonnance n° 20..	7.850	785	*	8.635
--------------------	-------	-----	---	-------

Exercice 1961 - Perception de Raiatea - Tahaa

Etat n° 21 :

Ordonnance n° 21..	990	*	*	990
--------------------	-----	---	---	-----

Exercice 1962 - Perception de Tahiti

Etat n° 22 :

Ordonnance n° 22..	*	*	64.215	2.927.102
Ordonnance n° 22bis	2.855.876	7.011	*	

Exercice 1962 - Perception de Borabora - Maupiti

Etat n° 23 :

Ordonnance n° 23..	12.000	*	*	12.000
--------------------	--------	---	---	--------

Exercice 1963 - Perception de Tahiti

Etat n° 24 :

Ordonnance n° 24..	*	*	40.931	168.131
Ordonnance n° 24bis	123.225	3.975	*	

Exercice 1961	Perception de Tahiti					
	Etat n° 25 :					
	Ordonnance n° 25 :	*	*	6.561	}	16.416
	Ordonnance n° 25bis	9.375	480	*		
Exercice 1960	Perception de Tu- buaï					
	Etat n° 26 :					
	Ordonnance n° 26 ..	18.600	*	*		18.600
Exercice 1962	Perception de Maka- tea					
	Etat n° 27 :					
	Ordonnance n° 27 ..	1.600	128	*		1.728
Exercice 1962	Perception de Maka- tea					
	Etat n° 28 :					
	Ordonnance n° 28 ..	1.620	129	*		1.749
Exercice 1961	Perception de Pape- ete					
	Etat n° 29 :					
	Ordonnance n° 29 ..	*	*	21.139	}	71.651
	Ordonnance n° 29bis	48.280	2.232	*		
Exercice 1962	Perception de Pape- ete					
	Etat n° 30 :					
	Ordonnance n° 30 ..	*	*	35.715	}	117.489
	Ordonnance n° 30bis	77.401	4.373	*		
Exercice 1961	Perception de Maka- tea					
	Etat n° 31 :					
	Ordonnance n° 31 ..	800	64	*		864
Exercice 1962	Perception de Bora- bora-Maupiti					
	Etat n° 32 :					
	Ordonnance n° 32 ..	600	48	*		648
		Total général.....				5.642.326

Art. 2.— Le trésorier-payeur, le chef du service des finances et de la comptabilité et le chef du service des contributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 30 octobre 1963.

A. GRIMALD.

ARRETE n° 2723 AA du 30 octobre 1963 *créant une commission chargée de préparer la réglementation de l'extraction des agrégats.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 304 AIO du 16 avril 1963 de M. le président de l'assemblée territoriale,

Arrête :

Article 1er.— Il est créé une commission chargée de préparer une réglementation de l'extraction des agrégats dans le territoire.

Art. 2.— Cette commission est composée de :

- M. le secrétaire général Président
- M. le chef du service des domaines Rapporteur
- M. le chef du service des affaires administratives Membre
- M. le chef du service des travaux publics Membre
- Deux représentants des transporteurs, désignés par les intéressés Membres

Art. 3.— La commission se réunira sur convocation de son président dès que l'avant projet de réglementation aura été mis au point par le rapporteur.

Art. 4.— Le projet de réglementation adopté par la commission sera adressé dans les meilleurs délais au chef de territoire.

Art. 5.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 30 octobre 1963.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

ARRETE n° 2726 CAB du 31 octobre 1963 *portant interdiction d'accès et de séjour dans certaines îles de la Polynésie française au sieur Lenormand Maurice, Henry.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 24 mai 1932 autorisant le gouverneur des Etablissements français de l'Océanie à interdire l'accès et le séjour de certaines îles de la colonie aux personnes qui n'en sont pas originaires ;

Vu le décret modifié du 21 novembre 1933 sur l'organisation judiciaire dans les E.F.O., article 237 ;

Le conseil de gouvernement entendu en sa séance du 30 octobre 1963,

Arrête :

Article 1er.— L'accès et le séjour dans les îles de la société sont interdits au sieur Lenormand Maurice, Henry, né le 15 janvier 1913 à Macon (Saône et Loire), actuellement domicilié à Nouméa (Nouvelle-Calédonie).

Art. 2.— Le chef du service de la sûreté générale, le capitaine commandant le groupement de gendarmerie, les chefs de circonscription administrative des îles du vent et des îles sous le vent sont, chacun en ce qui le concerne, chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon la procédure d'urgence et au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Papeete, le 31 octobre 1963.

A. GRIMALD.

DECISION n° 2743 AC/DIR/NA du 4 novembre 1963 portant création des organismes de la circulation aérienne et délimitation des zones dont la responsabilité incombe aux services de contrôle de la circulation aérienne dépendant de la direction du service de l'aviation civile.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté 388 AAE du 15 septembre 1958 promulguant dans le territoire le décret 57-597 du 13 mai 1957 portant définition des types de circulation aérienne et les conditions d'établissement de leur réglementation, ainsi que le décret 57-598 définissant les règles de l'air, les attributions et le rôle des services civils de la circulation aérienne ;

Vu l'arrêté 104 AAE du 17 janvier 1959 promulguant dans le territoire l'arrêté du 30 janvier 1958 relatif aux textes réglementaires définissant les espaces aériens dans lesquels sont assurés les services de la circulation aérienne et désignant les services chargés de les assurer ;

Vu le décret n° 61-447 du 3 mai 1961 fixant la compétence et portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile promulgué en Polynésie française par l'arrêté n° 1329 AA du 30 mai 1961 ;

Vu la dépêche ministérielle n° 10739 DNA/1 du 24 juillet 1963 ;

Sur proposition du directeur du service de l'aviation civile,

Décide :

Article 1er.— Il est créé à l'aérodrome de Tahiti-Faaa :

- Un centre d'information en vol
- Un centre de contrôle océanique

— Ces deux organismes sont placés sous l'autorité directe du commandant de l'aérodrome de Tahiti-Faaa.

Art. 2.— Le centre d'information en vol assure le service d'information en vol entre 0 et 1500 m dans la région délimitée comme suit :

de 0330 N 14500 W à 0330 N 12000 W
à 3000 S 12000 W à 3000 S 16000 W
à 0500 S 16000 W à 0500 S 15500 W
à 0330 N 14500 W

en utilisant les fréquences SP en A/1 et A/3 avec l'indicatif « Tahiti-Radio ».

Art. 3.— Le centre de contrôle océanique assure le service de contrôle de la circulation aérienne entre 1500 m et 13700 mètres dans une région dont les limites géographiques se confondent avec celles de la région d'information de vol définie à l'article 2 en utilisant les fréquences HF SP avec l'indicatif « Tahiti-Contrôle ».

Art. 4.— Les dispositions particulières applicables à l'intérieur des espaces contrôlés visés à l'article 1 seront portées à la connaissance des navigateurs aériens par voie de circulaires d'information.

Art. 5.— La présente décision entrera en vigueur immédiatement.

Art. 6.— Le directeur du service de l'aviation civile est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete le 4 novembre 1963.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

ARRETE n° 2750 AC/DIR du 5 novembre 1963 prescrivant une enquête administrative préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de l'aérodrome d'Anaa.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 5 novembre 1936 relatif à la réglementation de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans les Etablissements français d'Océanie, et notamment son article 3 ;

Sur la proposition du directeur du service de l'aviation civile ;

Le conseil du gouvernement entendu dans sa séance du 5 novembre 1963,

Arrête :

Article 1er.— Il est institué une commission chargée de procéder à une enquête administrative préalablement à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de l'aérodrome d'Anaa.

Art. 2.— Cette commission est constituée par :

MM. le directeur du service de l'aviation civile	Président
le chef de circonscription des Tuamotu-Gambier	Membre
le chef du service de l'infrastructure aéronautique	»
le chef du service des domaines et de la propriété foncière	»
le chef du service des travaux publics et des mines	»
le chef de bureau du service de l'infrastructure aéronautique	»
le commandant Pernod du centre expérimental du Pacifique	»

La commission nommera parmi ses membres un commissaire-enquêteur.

Art. 3.— L'enquête sera annoncée par voie d'affiche et par avis inscrits dans les journaux.

Les affiches seront apposées 8 jours avant l'enquête dans l'île d'Anaa et dans les bureaux de la circonscription. Ces publications et inscriptions seront faites à la diligence de la direction du service de l'aviation civile et seront constatées au procès-verbal de l'enquête.

Le dossier de l'enquête sera ensuite déposé à la chefferie d'Anaa où il restera pendant 8 jours à la disposition des personnes qui désirent en prendre connaissance.

Art. 4.— A l'expiration des délais prévus à l'article ci-dessus, le commissaire-enquêteur recevra à la chefferie pendant 3 jours consécutifs, les déclarations des habitants et des intéressés sur l'utilité publique des travaux projetés.

Le commissaire-enquêteur transcrira les dires de toutes les parties. Il recevra tous les écrits qui lui seront remis, en constatera le dépôt au procès-verbal d'enquête et les visera « ne varietur », il les présentera ensuite à la commission.

La commission dressera procès-verbal d'enquête qui sera clos à l'expiration du délai fixé et formulera ses conclusions.

Art. 5.— Les conclusions de l'enquête seront transmises au ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer et au ministre des travaux publics et du tourisme, en vue de l'élaboration du projet de décret qui autorisera les travaux de construction de l'aérodrome d'Anaa et en déclarera l'utilité publique et l'urgence.

Art. 6.— Le directeur du service de l'aviation civile est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Papeete, le 5 novembre 1963.

A. GRIMALD.

ARRETE n° 2751 AC/DIR du 5 novembre 1963 *prescrivant une enquête administrative préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de l'aérodrome de Rangiroa.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 5 novembre 1936 relatif à la réglementation de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans les Etablissements français d'Océanie, et notamment son article 3 ;

Sur la proposition du directeur du service de l'aviation civile ;

Le conseil du gouvernement entendu dans sa séance du 5 novembre 1963,

Arrête :

Article 1er.— Il est institué une commission chargée de procéder à une enquête administrative préalablement à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de l'aérodrome de Rangiroa.

Art. 2.— Cette commission est constituée par :

MM. le directeur du service de l'aviation civile .	Président
le chef de circonscription des Tuamotu-Cambier	Membre
le chef du service de l'infrastructure aéronautique	»
le chef du service des domaines et de la propriété foncière	»
le chef du service des travaux publics et des mines	»

le chef de bureau du service de l'infrastructure aéronautique »

La commission nommera parmi ses membres un commissaire-enquêteur.

Art. 3.— L'enquête sera annoncée par voie d'affiche et par avis inscrits dans les journaux.

Les affiches seront apposées 8 jours avant l'enquête dans l'île de Rangiroa et dans les bureaux de la circonscription. Ces publications et inscriptions seront faites à la diligence de la direction du service de l'aviation civile et seront constatées au procès-verbal de l'enquête.

Le dossier de l'enquête sera ensuite déposé à la chefferie de Rangiroa où il restera pendant 8 jours à la disposition des personnes qui désirent en prendre connaissance.

Art. 4.— A l'expiration des délais prévus à l'article ci-dessus, le commissaire-enquêteur recevra à la chefferie pendant 3 jours consécutifs, les déclarations des habitants et des intéressés sur l'utilité publique des travaux projetés.

Le commissaire-enquêteur transcrira les dires de toutes les parties. Il recevra tous les écrits qui lui seront remis, en constatera le dépôt au procès-verbal d'enquête et les visera « ne varietur », il les présentera ensuite à la commission.

La commission dressera procès-verbal d'enquête qui sera clos à l'expiration du délai fixé et formulera ses conclusions.

Art. 5.— Les conclusions de l'enquête seront transmises au ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer et au ministre des travaux publics et du tourisme, en vue de l'élaboration du projet de décret qui autorisera les travaux de construction de l'aérodrome de Rangiroa et en déclarera l'utilité publique et l'urgence.

Art. 6.— Le directeur du service de l'aviation civile est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Papeete, le 5 novembre 1963.

A. GRIMALD.

ARRETE n° 2752 AC/DIR du 5 novembre 1963 *prescrivant une enquête administrative préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction d'une station météorologique à Tubuai.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 5 novembre 1936 relatif à la réglementation de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans les Etablissements français d'Océanie, et notamment son article 3 ;

Sur la proposition du directeur du service de l'aviation civile ;

Le conseil du gouvernement entendu dans sa séance du 5 novembre 1963,

Arrête :

Article 1er.— Il est institué une commission chargée de procéder à une enquête administrative préalablement à la

déclaration d'utilité publique des travaux de construction d'une station météorologique à Tubuai.

Art. 2.— Cette commission est constituée par :

MM. le directeur du service de l'aviation civile .	Président
le chef de circonscription des Australes . .	Membre
le chef du service de l'infrastructure aéro-	
nautique	»
le chef du service des domaines et de la	
propriété foncière	»
le chef du service des travaux publics et	
des mines	»
le chef du service météorologique	»
le chef de bureau du service de l'infrastructure	
aéronautique	»

La commission nommera un commissaire-enquêteur.

Art. 3.— L'enquête sera annoncée par voie d'affiche et par avis inscrits dans les journaux.

Les affiches seront apposées 8 jours avant l'enquête dans l'île de Tubuai et dans les bureaux de la circonscription. Ces publications et inscriptions seront faites à la diligence de la direction du service de l'aviation civile et seront constatées au procès-verbal de l'enquête.

Le dossier de l'enquête sera ensuite déposé à la chefferie de Tubuai où il restera pendant 8 jours à la disposition des personnes qui désirent en prendre connaissance.

Art. 4.— A l'expiration des délais prévus à l'article ci-dessus, le commissaire-enquêteur recevra à la chefferie pendant 3 jours consécutifs, les déclarations des habitants et des intéressés sur l'utilité publique des travaux projetés.

Le commissaire-enquêteur transcrira les dires de toutes les parties. Il recevra tous les écrits qui lui seront remis, en constatera le dépôt au procès-verbal d'enquête et les visera « ne varietur ». il les présentera ensuite à la commission.

La commission dressera procès-verbal d'enquête qui sera clos à l'expiration du délai fixé et formulera ses conclusions.

Art. 5.— Les conclusions de l'enquête seront transmises au ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer et au ministre des travaux publics et du tourisme, en vue de l'élaboration du projet de décret qui autorisera les travaux de construction de la station météorologique de Tubuai et en déclarera l'utilité publique et l'urgence.

Art. 6.— Le directeur du service de l'aviation civile est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Papeete, le 5 novembre 1963.

A. GRIMALD.

ARRÊTÉ n° 2758 MM du 6 novembre 1963 *concernant la tenue des listes de passagers embarqués sur les navires.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents :

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté modifié du 18 avril 1925 ;

Sur proposition du chef du service de la marine marchande :

Le conseil de gouvernement consulté en sa séance du 6 novembre 1963.

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les capitaines de navires sont tenus de déposer avant leur départ de Papeete, une liste de passagers aux services suivants :

1^o - Sûreté (2 exemplaires, l'un étant destiné à la gendarmerie):

2º - Douane:

3^o - Capitainerie du port.

En outre, une liste visée par le commissaire de police sera annexée au titre de navigation (rôle d'équipage, carte de circulation, ...) et devra être présentée aux autorités locales à chaque escale faite en cours de voyage.

A l'arrivée à Papeete, une liste des passagers présents à bord devra être déposée aux mêmes services indiqués ci-dessus.

Art. 2. — Les listes de passagers devront obligatoirement être établies sur le modèle ci-dessous :

Format minimum

21 \times 27

Liste des passagers du navire.....

Partant le

Arrivé le

Nom et prénoms	Age	Nationalité	Destination
Passagers français			
.....
.....
.....
.....
Passagers étrangers			
.....
.....
.....
.....

Art. 3.— La navigation entre Tahiti et Moorea n'est pas soumise aux présentes prescriptions.

Art. 4.— Est abrogé l'arrêté sus-visé.

Art. 5.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 6 novembre 1963.

Le gouverneur.

Par délégation :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

DECISION n° 2759 ELV du 6 novembre 1963 *délivrant une autorisation d'occupation temporaire d'emplacement du domaine maritime public pour la culture de l'huître comestible.*

Le gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté 1965 AA/ELV du 5 septembre 1962 rendant exécutoire la délibération n° 62-34 du 17 mai 1962 de l'assemblée territoriale réglementant l'élevage des huîtres comestibles en Polynésie française ;

Vu le rapport n° 657 ELV en date du 24 octobre 1963 du chef du service de l'élevage, de la pêche et des industries animales ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 6 novembre 1963,

Décide :

Article 1er.— Est attribuée à M. Jean Teariki, demeurant à Papeari, dans le but d'y pratiquer l'ostréiculture, une autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, sis dans l'anse Tiopi, à Papeari, et délimité comme suit :

1°) Au nord et à l'est par la bordure littorale de la terre « Tatutu 2 » sur une longueur de 180 m environ ;

2°) Au sud, par la bordure de la route de ceinture n° 1 sur une longueur de 40 m environ ;

3°) A l'ouest par une ligne d'une longueur de 149 m environ.

L'emplacement sera délimité à l'aide de bornes placées à la diligence du service de l'élevage, de la pêche et des industries animales.

Art. 2.— Cet emplacement sera utilisé pour le collectage, du naissain huître, pour la culture, l'affinage, le stockage et l'épuration des huîtres comestibles à l'exclusion de tout autre usage ou destination.

Art. 3.— Cette autorisation est délivrée à titre précaire et révocable à tout moment moyennant une redevance de principe de 1 franc par an, pour une période de cinq ans, renouvelable par tacite reconduction à compter de la date de promulgation de la présente décision.

Art. 4.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 6 novembre 1963.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

FONCTION PUBLIQUE

Par décision n° 2600 PEL du 18 octobre 1963.— Les fonctionnaires dont les noms suivent, embarqués à Paris sur l'avion de la compagnie T.A.I. du 9 octobre 1963 et arrivés à Papeete le 10 octobre 1963, reçoivent les affectations mentionnées ci-dessous.

M. Jaffelin Gilbert, professeur technique adjoint de 8^e échelon du corps métropolitain est mis à la disposition du chef du service de l'enseignement pour servir au collège d'enseignement technique de Papeete.

Dépenses imputable au budget de l'Etat : chapitre 31.33

M. Brezault Léon, professeur technique adjoint contractuel est remis à la disposition du chef du service de l'enseignement pour servir au collège d'enseignement technique.

Dépense imputable au budget du territoire : chapitre 25 article 5.

M. Perles Norbert, instituteur de 6^e échelon du corps métropolitain est mis à la disposition du chef du service de l'enseignement pour servir au collège d'enseignement général de Taravao (Ile de Tahiti).

La rémunération de l'intéressé sera calculée sur la base de l'indice net 300 - brut 370 (1^{er} groupe des instituteurs chargés d'enseignement dans les C.E.G.).

Dépense imputable au budget du territoire : chapitre 25 article 4.

M^{me} Perles Danièle, institutrice stagiaire du corps métropolitain est mise à la disposition du chef du service de l'enseignement pour servir au collège d'enseignement général de Taravao (Ile de Tahiti).

La rémunération de l'intéressée sera calculée sur la base de l'indice net 195 - brut 225 (1^{er} groupe des instituteurs chargés d'enseignement dans les C.E.G.).

Dépense imputable au budget du territoire : chapitre 25 article 4.

M. Garenne René, instituteur de 5^e échelon du corps métropolitain est affecté au collège d'enseignement général d'Uturoa (Raïatea).

La rémunération de l'intéressé sera calculée sur la base de l'indice net 300 - brut 370 (2^e groupe des instituteurs chargés d'enseignement dans les C.E.G.).

Dépense imputable au budget du territoire : chapitre 25 article 4.

M. Holderith Bernard, instituteur de 4^e échelon du corps métropolitain est affecté au collège d'enseignement général d'Uturoa (Raïatea).

La rémunération de l'intéressé sera calculée sur la base de l'indice net 275 - brut 335 (1^{er} groupe des instituteurs chargés d'enseignement dans les C.E.G.).

Dépense imputable au budget du territoire : chapitre 25 article 4.

M^{me} Holderith Doris, secrétaire d'intendance universitaire de 4^e échelon du corps métropolitain est affectée au collège d'enseignement général d'Uturoa (Raïatea).

Dépense imputable au budget du territoire : chapitre 25 article 4.

Par décision n° 2640 PEL du 23 octobre 1963.— A compter du 28 octobre 1963, les candidats et candidates dont les noms suivent, qui ont subi avec succès les épreuves du concours de recrutement des 25 et 26 septembre 1963, sont nommés dans le cadre supérieur de la santé en qualité de :

Elèves-infirmiers et élèves infirmières de 1^{re} année :

M. Haumani Murvyn

M^{me} Siao Léontine

M. Romataaroa Ahiti

M. Krauser Alexandre

M^{me} Urima Myrna

M. Taiti Damiano

M. Tereroa Apera

M. Tahubuterani Gustave

M^{me} Teumere Violette

M^{me} Paave Monique

*Elève sage-femme de 1^{re} année :*M^{lle} Horley Noëline

A compter de la même date, les intéressés sont mis à la disposition du chef du service de santé.

Imputation budgétaire : chapitre 23 - article 2 du budget du territoire.

Par décision n° 2641 PEL du 23 octobre 1963. — A compter du 1^{er} novembre 1963, les candidats dont les noms suivent, qui ont subi avec succès les épreuves du concours de recrutement des 3 et 4 octobre 1963, sont nommés élèves-géomètres de première année du cadre supérieur de la topographie :

M. Jamet François
M. Vernaudeau Emile
M. Neuffer Charles

A compter de la même date, les intéressés sont mis à la disposition du chef du service du cadastre.

Imputation budgétaire : chapitre 11 - article 5 du budget du territoire.

Par décision n° 2665 PEL du 26 octobre 1963. — Les agents du cadre supérieur des affaires administratives dont les noms suivent sont déclarés reçus à l'examen professionnel des 3 et 4 septembre 1963 :

Pour le grade de secrétaire en chef d'administration de 4^e classe :

M. Lehartel Max
M^{me} Salmon Andrée

Pour le grade de secrétaire ppal et ppale d'administration de 6^e classe :

M^{me} Martin Yvonne
M^{me} Noble Eliza
M. Holozet Hubert

Les intéressés seront portés sur la liste qui sera soumise aux commissions d'avancement en vue de l'inscription éventuelle au tableau d'avancement de l'année 1964.

Par décision n° 2666 PEL du 26 octobre 1963. — Les agents du cadre supérieur de la santé dont les noms suivent sont déclarés reçus à l'examen professionnel des 3 et 4 septembre 1963 (centre de Papeete), 30 septembre 1963 (centre de Rurutu - Australes).

Pour le grade d'infirmier et infirmière en chef de 4^e classe :

M^{me} Tetuaetara Marjorie M. Piehi Ipu
M. Tamarii Pierre M^{me} Apa Urarii

Pour le grade de sage-femme en chef de 4^e classe :

M^{me} Poroi Jessie

Pour le grade d'infirmier principal et infirmière principale de 6^e classe

M. Sommers Lucien
M^{me} Ellacott Pauline

Pour le grade de sage-femme principale de 6^e classe :

M^{me} Vii Nelly

Les intéressés seront portés sur la liste qui sera soumise aux commissions d'avancement en vue de l'inscription éventuelle au tableau d'avancement de l'année 1964.

Par décision n° 2667 PEL du 26 octobre 1963. — Les agents du cadre supérieur de la météorologie dont les noms suivent sont déclarés reçus à l'examen professionnel des 3 et 4 septembre 1963.

Pour le grade de météorologiste en chef de 4^e classe :

M. Kilian Robert M. Langomazino Marcel
M. Handerson Georges M. Natua Raymond

Pour le grade de météorologiste ppal de 6^e classe :

M. Taiarui Etienne M. Puputauki Martin Daniel
M. Tuheiava Marcel M. Kwong Raymond
M. Vernaudeau François M. Chavez Olivier

Les intéressés seront portés sur la liste qui sera soumise aux commissions d'avancement en vue de l'inscription éventuelle au tableau d'avancement de l'année 1964.

Par décision n° 2668 PEL du 26 octobre 1963. — Les agents des cadres supérieur et secondaire des postes et télécommunications dont les noms suivent sont déclarés reçus à l'examen professionnel des 3 et 4 septembre 1963.

Pour le grade de contrôleur en chef de 4^e classe :

M. Vernaudeau Jean
M. Fuller Félix

Pour le grade de contrôleur ppal de 6^e classe :

M^{me} Tehei Edwige

Pour le grade de facteur ppal de 6^e classe :

M^{me} Malinowski Mina
M. Pito Marcel

Les intéressés seront portés sur la liste qui sera soumise aux commissions d'avancement en vue de l'inscription éventuelle au tableau d'avancement de l'année 1964.

Par décision n° 2669 PEL du 26 octobre 1963. — Les agents du cadre supérieur de l'imprimerie dont les noms suivent sont déclarés reçus à l'examen professionnel des 3 et 4 septembre 1963.

Pour le grade de sous-directeur de 4^e classe :

M. Bougues Anselme
M. Teriierooiterai Adrien

Pour le grade de compositeur ppal de 6^e classe :

M. Holozet Frédéric

Les intéressés seront portés sur la liste qui sera soumise aux commissions d'avancement en vue de l'inscription éventuelle au tableau d'avancement de l'année 1964.

Par décision n° 2670 PEL du 26 octobre 1963. — M. Rebourg Henry est déclaré reçu à l'examen professionnel des 3 et 4 septembre 1963 pour l'accès au grade de conducteur principal de 6^e classe du cadre supérieur des travaux publics et des mines.

L'intéressé sera porté sur la liste qui sera soumise aux commissions d'avancement en vue de l'inscription éventuelle au tableau d'avancement de l'année 1964.

Par décision n° 2671 PEL du 26 octobre 1963. — Les agents du cadre secondaire pénitentiaire dont les noms suivent sont déclarés reçus à l'examen professionnel du 3 septembre 1963.

Pour le grade de surveillant en chef de 3^e classe :

M. Vincent François
M. Robson Ernest
M. Tehei Teiho

Pour le grade de surveillant principal de 6^e classe :

M. Cérans Jérusalem Joseph
M. Tuhiti Teriiaaurahi
M. Urima Bill

Les intéressés seront portés sur la liste qui sera soumise aux commissions d'avancement en vue de l'inscription éventuelle au tableau d'avancement de l'année 1964.

Par décision n° 2672 PEL du 26 octobre 1963.— MM. Ropati Tiviei et Richmond William sont déclarés reçus à l'examen professionnel du 3 septembre 1963 pour l'accès au grade de brigadier de police de 6^e classe du cadre secondaire de la police.

Les intéressés seront portés sur la liste qui sera soumise aux commissions d'avancement en vue de l'inscription éventuelle au tableau d'avancement de l'année 1964.

Par décision n° 2673 PEL du 26 octobre 1963.— M. Colombani Alfred est déclaré reçu à l'examen professionnel des 3 et 4 septembre 1963 pour l'accès au grade de préposé principal de 6^e classe du cadre secondaire des douanes.

L'intéressé sera porté sur la liste qui sera soumise aux commissions d'avancement en vue de l'inscription éventuelle au tableau d'avancement de l'année 1964.

Par décision n° 2674 PEL du 26 octobre 1963.— Les agents des cadres supérieur et secondaire de l'enseignement dont les noms suivent sont déclarés reçus à l'examen professionnel des 3 et 4 septembre 1963.

Pour le grade d'instituteur et d'institutrice en chef de 4^e classe :

M^{me} Carlson Louise
M. Salmon Elie
M. Teriierooiterai Henri
M. Spitz Napoléon
M^{me} Terorotua Claire
M^{me} Stein Angèle

Pour le grade d'instituteur principal et d'institutrice principale de 6^e classe

M^{me} Leduc Félicité

M ^{me} Tehaavi Gisèle	M. Bessert Eugène
M. Colombani André	M ^{me} Marchal Huguette
M. Teahu Rémy	M. Rere Carlos
M. Urima Claude	M ^{me} Itchner Sarah
M ^{me} Vernaudeau Marie-Jeanne	M. Doom Roger
M. Urima William	M ^{me} Kung Josette
M ^{me} Salmon Mathilde	M ^{me} Parker Laura
M ^{me} Fuller Noéline	M ^{me} Teiti Nériss
M. Tetiarahi Rémy	M ^{me} Thirel Léa

Pour le grade de monitrice principale de 6^e classe :

M^{me} Lequerré Violette
M^{me} Moua Renée

Les intéressés seront portés sur la liste qui sera soumise

aux commissions d'avancement en vue de l'inscription éventuelle au tableau d'avancement de l'année 1964.

Par décision n° 2675 PEL du 26 octobre 1963.— M. Chavey Guy, conducteur du cadre supérieur de l'agriculture, et des eaux et forêts est déclaré reçu à l'examen professionnel des 3 et 4 septembre 1963 pour l'accès au grade de conducteur principal de 6^e classe.

L'intéressé sera porté sur la liste qui sera soumise aux commissions d'avancement en vue de l'inscription éventuelle au tableau d'avancement de l'année 1964.

Par décision n° 2701 PEL du 28 octobre 1963.— M. Demarthe Alfred, adjoint administratif de 6^e échelon du corps latéral du ministère de la justice, embarqué à Paris sur l'avion de la compagnie T.A.I. du 9 octobre 1963 arrivé à Papeete le 10 octobre 1963, est remis à la disposition du procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel, chef du service judiciaire.

Dépense imputable au budget de l'Etat : chapitre 3111 article 11.

Par décision n° 2737 PEL du 4 novembre 1963.— M. Drollet Guy, commis principal d'administration de 6^e classe du cadre secondaire des affaires administratives embarqué à Paris sur l'avion de la compagnie T.A.I. du 21 octobre 1963 et arrivé à Papeete le 23 octobre 1963 est réaffecté au secrétariat de l'assemblée territoriale.

Dépense imputable au budget du territoire : chapitre 3 article 4.

Par décision n° 2769 PEL du 7 novembre 1963.— La décision n° 1775 PEL du 25 juillet 1963 est rapportée en ce qui concerne uniquement M^{me} Natua Auxilia.

A compter du 28 octobre 1963, M^{me} Natua Auxilia, qui a subi avec succès les épreuves du concours de recrutement des 4, 5 et 6 juillet 1963, est nommée élève-maîtresse du cadre supérieur de l'enseignement.

* * *

AVIATION CIVILE - DIRECTION

Par arrêté n° 2746 AC/DIR du 5 novembre 1963.— M. Debant Pierre, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes de la direction du service de l'aviation civile en Polynésie française, pendant la durée de la mission de M. Augustin Henri, directeur du service de l'aviation civile.

Le présent arrêté prendra effet à compter du 4 novembre 1963.

* * *

CABINET MILITAIRE

Par arrêté n° 2629 Cab/Mil du 22 octobre 1963.— Le conseil de révision appelé à procéder à l'examen des jeunes gens de la classe 1964-1965 des Iles du Vent est composé comme suit :

M. le chef de la circonscription des Iles du Vent, représentant le gouverneur de la Polynésie française..... *Président*

M. le chef de bataillon Delayen, commandant militaire de la Polynésie française, représentant le commandant supérieur des troupes du groupe du Pacifique, conseiller militaire..... *Membre*

M. l'adjudant-chef Gauchet représentant le commandant du bureau de recrutement de la Polynésie française..... »

Le conseil sera assisté du médecin-capitaine des troupes de marine Lepouze, médecin conseil.

* * *

ELEVAGE

Par décision n° 2642 ELEV du 23 octobre 1963.— La décision n° 2830 ELEV du 27 novembre 1961 est abrogée.

M. Fortez Jean-Claude, en qualité de représentant des bouchers et M. Vasschalde, en qualité de représentant des consommateurs, sont nommés membres de la commission technique de la boucherie.

* * *

ENSEIGNEMENT

Par décision n° 2694 E/IA du 28 octobre 1963.— Pour compter du 23 septembre 1963, M^{me} Sapin Simone est autorisée à enseigner dans les classes du 1^{er} et 2^e cycles du second degré des collèges protestants de Papeete.

Par décision n° 2748 E/IA du 5 novembre 1963.— Pour compter du 16 septembre 1963, M. Mayaux Jean (religieux) et M. Calvez Michel (religieux) sont autorisés à enseigner dans les classes primaires de l'école-internat catholique de Taiohae (Marquises).

Par décision n° 2754 IP/A du 6 novembre 1963.— Une prime de 30.000 francs (*trente mille*) est accordée à la coopérative de l'école de Teahupoo, pour le démarrage de sa cantine.

La dépense est imputable au budget local, exercice 1963 chapitre 26, article 4.

Par décision n° 2760 E/IA du 6 novembre 1963.— Pour compter du 23 septembre 1963, M^{me} Visconti, née Attard Eliane, est autorisée à enseigner dans les classes du 1^{er} cycle du second degré du collège Anne-Marie Javouhey.

Pour compter du 23 septembre 1963, M^{me} Barjon Cécile, en religion sœur Cécile de Marie Reine Immaculée, est autorisée à enseigner dans les classes du 1^{er} et 2^e cycles du second degré du collège Anne-Marie Javouhey.

Par décision n° 2766 E/IA du 7 novembre 1963.— L'aide scolaire égale au montant d'une demi-bourse de catégorie D attribuée pour l'année scolaire 1963-1964, par décision n° 2042 E/IA du 22 août 1963 à l'étudiant Wong Fat Emile, est supprimée.

* * *

JUSTICE

Par arrêté n° 2696 J. du 28 octobre 1963.— Sont nommés au tribunal mixte de commerce de Papeete pour la période arrivant à expiration le 31 août 1965 :

1°) - En qualité d'assesseurs titulaires :

M.M. Juventin André

Le Bihan Laurent.

2°) - En qualité d'assesseurs suppléants :

M.M. Le Caill Jean-Baptiste

Rey Olivier

Grand Walter

M^{lle} Laguesse Janine.

Avant d'entrer en fonctions, les assesseurs ci-dessus désignés prêteront serment devant le tribunal supérieur d'appel de Papeete.

* * *

MARINE MARCHANDE

Par décision n° 2697 MM du 28 octobre 1963.— Il sera ouvert à partir du lundi 30 décembre 1963, un concours pour le recrutement d'un pilote au port de Papeete, conformément à l'arrêté n° 2584 MM du 16 octobre 1963.

Les déclarations de candidature seront reçues jusqu'au samedi 14 décembre 1963 au service de la marine marchande.

* * *

TRAVAIL ET LÉGISLATION SOCIALE

Par décision n° 2695 TLS du 28 octobre 1963.— Un secours non remboursable de *dix mille francs* (10.000 francs) est accordé à M. Taruoura Yvon.

La dépense est imputable au budget local, chapitre 46 article 3.

Par décision n° 2720 TLS du 30 octobre 1963.— Une réquisition de passage Papeete-Paris par avion T.A.I. du 1^{er} novembre 1963 sera délivrée à M. Puahio Puairau dit Piirani.

Les frais d'hospitalisation et de soins de l'intéressé seront pris en charge par le territoire.

* * *

TRAVAUX PUBLICS

Par décision n° 2761 TP du 6 novembre 1963.— M. Bonnefin Marcel, agent auxiliaire des travaux publics à Taiohae, est habilité à faire passer les permis de conduire les véhicules automobiles et les remorques (cat. B et E).

Avant d'assurer ces fonctions, M. Bonnefin Marcel, prètera le serment prescrit par la loi.

AVIS OFFICIELS

SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES MINES

AVIS

En application de l'article 83 de la délibération n° 63-50 du 20 juin 1963 concernant la réglementation générale sur la police de la circulation routière, rendue applicable par arrêté n° 2173 AA du 4 septembre 1963, et publiée au Journal Officiel du territoire du 24 octobre 1963, le chef du service des travaux publics et des mines informe les propriétaires d'engins à deux roues à moteur (solex, vélo-vap, mobylette, vicky etc...) que le bureau des mines procèdera à l'immatriculation des dits engins à partir du 1^{er} janvier 1964.

Le déroulement des opérations d'immatriculation ainsi que

tous renseignements relatifs à la constitution des dossiers seront communiqués au public en temps utile.

*Le chef du service des travaux publics
et des mines,*

B. CHANGEY.

ENQUÊTE "de commodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte, pendant 15 jours à compter du 15 novembre 1963, sur une demande formulée par M. Ebb Milou, demeurant à Mataiea au P.K. 46, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un groupe électrogène de marque "Lister" et d'une puissance de 3 KW, à Mataiea au P.K. 46.

L'enquête dont il s'agit sera close le 30 novembre 1963 à 17 heures.

M. Marcel Thirel, adjoint technique des travaux publics, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 7 novembre 1963.

Pour le gouverneur et par ordre :

*Le chef du service des travaux publics
et des mines,*

B. CHANGEY.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES

Etude de M^e R. COCHIN, Avocat-Défenseur

D'un jugement rendu contradictoirement par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete le 14 décembre 1962 enregistré et signifié,

Entre : M^{me} Mauricette THIBERT, demeurant à Marseille 60, rue Pierre Albrant, ayant domicile élu à Papeete en l'étude de M^e R. COCHIN, avocat-défenseur,

d'une part ;

Et : M. Bernard Francis PAGET, sergent-chef, autrefois à la Caserne de Papeete, actuellement à Meloisey (Côte d'Or),
d'autre part ;

Il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux PAGET-THIBERT aux torts de la femme.

Pour extrait :

R. COCHIN.

Etude de M^{re} GUILPAIN - LEGRAS, Avocats-Défenseurs.

VENTE SUR LICITATION

Le 6 Décembre 1963, à 8 heures 30 du matin, au Palais de Justice à Papeete ;

Des immeubles ci-après désignés :

Aux requêtes, poursuites et diligence de :

1^o — Monsieur Marcel Terii FROGIER, agent des Travaux Publics, demeurant à Papeete.

2^o — Madame Louise Henriette FROGIER, épouse autorisée de Monsieur Justus William Walter ASMUS, avec lequel elle demeure à Papeete.

3^o — Monsieur Henri Eugène FROGIER, géomètre, demeurant à Papeete.

4^o — Monsieur Pierre Paul FROGIER, commerçant, demeurant à Papeete.

5^o — Monsieur Charles MARAETEFU, demeurant à PUNAAIA.

6^o — Monsieur Charles Gustave FROGIER, employé d'administration, demeurant à NOUMEA (Nouvelle-Calédonie) 12 route de l'ANSE VATA.

Pour lesquels domicile est élu à Papeete, en l'Etude de Mes GUILPAIN et LEGRAS, Avocats-Défenseurs.

CONTRE :

1 — Monsieur Victor Eugène FROGIER, demeurant à SAN-FRANCISCO — CALIFORNIE (ETATS-UNIS D'AMERIQUE) 304 BALBOA STREET.

2 — Monsieur Noël Jean FROGIER, employé à la Compagnie Française des Phosphates de l'Océanie, demeurant à MAKATEA.

3 — Madame Cécilia Estella ARO, demeurant à Papeete, quartier de FARIPIITI veuve de Monsieur Bertie Bertrand André FROGIER.

Ayant été prise tant en son nom personnel que comme tutrice naturelle et légale de Bernice Tevaerua Ariitea FROGIER, sa fille légitime mineure, née à Papeete, le 27 avril 1942.

4 — Mademoiselle Bernice Tevaerua Ariitea FROGIER, sus-nommée, devenue majeure, demeurant à Papeete.

5 — Et Mademoiselle Teina Viriamu FROGIER, demeurant à Papeete.

DESIGNATION DES BIENS A VENDRE

— PREMIER LOT —

Ce lot formé de la partie Ouest ou Côté Mer, de la terre « VAIMOORA » sise au district de FAAA, est borné :

Au Nord, par le ruisseau sur cent mètres.

A l'Est, par le lot Numéro deux ci-après, sur cent quatre vingt-douze mètres (y compris la largeur du chemin).

Au Sud, par le domaine d'Outumaoro, sur quatre vingt sept mètres.

Et à l'Ouest, par les terres ARAMEAUTA et MAHUTIAROA, sur cent un mètres trente centimètres.

La superficie de ce lot est de un hectare quatorze ares vingt centiares (1 ha 14 a 20 ca).

— DEUXIEME LOT —

Ce lot formé du surplus, partie Est ou côté montagne, de la terre « VAIMOORA » sise au district de FAAA, est borné :

Au Nord, par le ruisseau, sur deux cent cinq mètres.

A l'Est, par la terre MOTIO, sur cent huit mètres soixante centimètres.

Au Sud, par le domaine d'OUTUMAORO sur trente cinq mètres trente centimètres.

Et à l'Ouest par le lot Numéro un ci-dessus, sur cent quatre-vingt-douze mètres (avec chemin).

La superficie de ce lot est de : un hectare trente-deux ares soixante centiares (1 ha 32 a 60 ca).

Les deux lots ci-dessus sont situés dans la vallée de PIAFAU, à environ mille mètres (1.000 m) de la route de ceinture. On y accède par un chemin carrossable pour jeep. Ce chemin traverse cette propriété le long du pied de la colline.

Ainsi que ces deux lots existent et se comportent avec leurs aisances et dépendances sans aucune exception ni réserve et tel au surplus qu'ils figurent en un plan dressé le 12 Octobre 1962 par Monsieur HERAULT géomètre, lequel plan est demeuré annexé au cahier des charges.

La vente de ces immeubles est faite en exécution d'un jugement du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, du trente-un mai mil neuf cent soixante-trois, enregistré et signifié.

Le cahier des charges dressé pour parvenir à cette vente a été déposé au greffe des Tribunaux de Papeete, le 23 Octobre 1963.

— MISE A PRIX —

Les mises à prix ont été fixées par le jugement du 31 Mai 1963 comme suit:

Premier lot : cent mille francs : 100.000 F. P.

Deuxième lot : cent vingt mille francs : 120.000 F. P.

S'adresser pour tous renseignements à Mes GUILPAIN et LEGRAS, Défenseurs poursuivants.

Fait et rédigé à Papeete, le 23 Octobre 1963.

R. GUILPAIN.

SOCIETE "ELLE ET LUI"

Société à responsabilité limitée

Au capital de 2.000.000 CFP

Siège : Papeete : Avenue Bruat

R.C. 65 - B.

Suivant acte sous signatures privées, en date à Papeete du 25 octobre 1963, enregistré dite ville le 25 octobre 1963, volume 64 folio 53 n° 428 aux droits de Huit mille francs perçus, il a été constitué sous la raison sociale "ELLE ET LUI", une Société à responsabilité limitée au capital de Deux millions de francs pacifiques, ayant son siège à Papeete, avenue Bruat Immeuble MASSAL et ayant pour objet : la vente de tous vêtements pour hommes, femmes et enfants et en général tout ce qui est le complément de l'habillement.

La durée de la Société a été fixée à soixante années, à compter du 25 octobre 1963.

Les Associés n'ont effectué que des apports en numéraires.

La Société est gérée par :

a) M. OURY René, retraité, demeurant à Papeete.

b) Et M. ALA ZRAKI Bernard, commerçant, demeurant à Papeete, avec pouvoirs d'agir ensemble ou séparément, qui vis-à-vis des tiers, jouissent des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et accomplir tous actes relatifs à son objet.

Sur le solde des bénéfices, après dotation de la réserve lé-

gale, les associés peuvent, avant toute autre répartition, prélever toutes sommes en vue de la constitution de fonds de réserve généraux ou spéciaux, dont ils déterminent l'affectation.

Deux originaux dudit acte ont été déposés le 28 octobre 1963 au Greffe du Tribunal de Commerce de Papeete.

Pour extrait et mention,

M. OURY, co-gérant.

ANNONCES DIVERSES

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

Code des douanes

Prix broché : 50 francs

Réglementation

des loyers des locaux à usage d'habitation avec additif.

Prix broché : 25 francs

Statistiques douanières

Année 1961 — Prix : 50 francs

Année 1962 — Prix : 125 francs

Accidents du travail

Textes réglementaires

Prix broché : 75 francs

Budget - Exercice 1963

300 fr. l'exemplaire

Nomenclature douanière

suivie de l'index alphabétique
et des notes explicatives

Prix broché : 300 frs

Marine Marchande

Programme des Epreuves des Examens
de la Marine Marchande.

(Arrêté n° 1035 MM du 11 mai 1962)

Prix : 30 francs.

Textes

relatifs aux prestations et allocations familiales au profit
des travailleurs salariés du Territoire.

Prix broché : 20 fr.

SERVICE METEOROLOGIQUE

RÉSUMÉ MENSUEL DU TEMPS Mois de novembre 1962

Situation générale : Formation très rapide le 1^{er} à l'extrémité E des Cook d'une dépression 1.000 mbs qui se décale très rapidement vers le SSE et passe à la hauteur de Rapa le 3 pour disparaître le 4 vers le SE. Pendant toute cette période fort courant de N sur l'W du Territoire. A partir du 5 et jusque vers le 14 une vaste zone anticyclonique s'étend sur les 30 et 35° parallèles et maintient sur le pays un léger courant d'Est. Cependant on remarque la persistance entre les Iles de la Société et les Tuamotu d'une faible zone de convergence. Le 15 à la suite de l'apparition à l'W d'une dépression assez méridionale baisse généralisée de pression, formation d'une zone à faible gradient sur la Polynésie mais la zone de convergence modérée déjà citée se maintient sur l'W du Territoire. Cette situation se prolonge jusqu'au 20. Les

21, 22 et 23 passage d'une dépression des Iles Cook au Sud des Australes puis de Rapa l'aggravation qui lui est liée n'est que de courte durée car le 24 une nouvelle hausse du champ de pression favorise la formation à nouveau d'un marais barométrique qui se maintient jusqu'à la fin du mois.

Evolution du temps : Du 1^{er} au 4 mauvais temps sur la quasi-totalité du Territoire excepté les Marquises qui d'ailleurs vont rester ce mois encore à l'écart. Du 5 au 14 amélioration sur les Tuamotu mais les Iles de la Société restent soumises à un régime faiblement perturbé. Du 15 au 19 aggravation sur l'W et les 20, 21 et 22 extension à tout le pays du temps pluvieux. Du 23 à la fin du mois temps assez beau sur la Polynésie excepté sur les Australes où se produisent encore quelques pluies.

PRÉCIPITATIONS A TAHITI ET MOOREA (en dixièmes de millimètre)

Dates	Pirae	Faaa	Punaauia	Paea	Papara	Atimaono	Papeari	Vairao	Teahupoo	Tautira	Pueu	Taravao	Afaahiti (218 m)	Hitiaa	Papenoo	Paopao	Afareaitu	Haapiti
1	79	62	95	50	*	41	*		27	106	328	46	833		173	236	198	402
2	*	386	80	40	*	G	*		201	*	282	107	*		61	322	245	184
3	*	235	66	125	*	15	*		29	211	116	34	*		589	226	323	106
4	210	*	*	23	*	G	*		31	96	84	33	*		*	97	765	*
5	405	462	*	685	*	543	*		96	141	*	33	24		1200	408	850	528
6	*	47	*	580	*	*	*		816	103	201	414	55		20	38	*	*
7	*	G	26	*	*	*	*		65	412	612	1106	912		410	*	*	150
8	21	25	29	*	*	*	*		15	80	195	757	30		63	88	*	558
9	44	32	*	400	970	737	*		37	645	1346	1301	853		200	836	130	*
10	680	*	*	*	*	G	*		381	*	*	2	349		50	*	374	*
11	*	*	*	*	*	*	*		*	*	*	*	7		*	*	*	*
12	*	*	*	*	*	*	*		*	322	*	*	*		*	*	4	*
13	*	*	*	*	*	*	*		2	*	*	*	111		*	2	*	47
14	4	G	*	*	*	142	45		*	142	491	26	*		1	30	164	86
15	47	6	*	15	*	*	*		677	216	*	73	123		820	343	294	42
16	269	178	*	6	140	*	96		65	451	*	45	226		30	963	185	185
17	210	179	*	120	*	265	340		36	40	*	50	184		250	144	160	78
18	300	38	*	45	*	*	*		24	*	79	17	*		500	136	50	41
19	665	249	50	430	395	325	260		17	*	319	60	539		420	121	80	600
20	*	679	*	305	158	302	242		214	612	704	657	368		170	70	558	15
21	665	77	36	180	*	235	112		35	317	*	31	*		1800	714	328	148
22	285	*	20	*	*	*	*		52	81	*	*	*		1250	265	*	*
23	*	*	50	*	*	*	*		*	2	*	*	*		600	*	*	*
24	*	*	*	*	*	*	*		*	*	*	*	*		*	*	*	*
25	*	*	*	*	*	*	*		*	*	*	*	*		*	3	*	*
26	*	*	*	*	*	*	*		*	*	*	*	*		*	*	*	*
27	*	*	*	*	*	*	*		*	*	*	*	15		*	*	*	*
28	*	*	*	*	*	*	*		*	*	*	*	*		*	*	*	*
29	*	*	*	*	*	*	*		*	*	*	*	*		*	*	*	*
30	145	57	*	4	*	27	18		*	*	*	40	60		86	25	18	250
31	*	*	*	*	*	*	*		*	*	*	*	*		*	*	*	*
Total	4029	2712	452	3008	1663	2632	1113		2820	3977	4755	4832	4682		8693	5067	4726	3420
Nb. de j.	15	15	9	15	4	10	7		19	17	12	19	15		20	20	17	16
Tot. moy	1924	1418	1124	1328	1411	1952	2312		2693	2958	2359	3485	4352		4276	3100	1902	×
Nb de j. moy.	13	10	8	10	9	15	18		20	22	17	20	20		21	17	12	×

Pluie en 1/10 ^e de mm.	Total Nb de j. Tot. moy Nb de j. moy	Taiohae	Atuona	Takaraoa	Rangiroa	Anaa	Hikuernu	Hereheretue	Tureia	Rikitea	Makatea	Bora-Bora	Uturoa	Mopelia	Tahiti(Faaa)								Raivavae	Rurutu	Rimatara	Tubuai	Rapa				
		95	281	1819	364		3041	1471			803	2402	1445	2069	1483	2712							1055	1618	1113	1839					
		3	9	22	9		11	14			10	15	20	17	15	15							6	13	9	8					
		474	513	1410	1688		1807	911			1416	1940	2045	2534	1985	1418							1445	1215	1021	1283					
		6	10	19	15		15	11		14	16	17	17	17	10							9	12	9	10						
Température en ° C moy. à	Tx	33.3	31.6	30.9	34.3		30.8	31.2		27.3	31.2	30.5	32.2	32.8	31.2								28.2	30.0	29.0						
	Date	27	16	16	28		30	29		28	27	27	29	17	29								19	10	16						
	T̄x	31.4	30.1	28.7	32.6		29.2	29.0		25.5	29.5	29.4	30.0	30.6	29.3								25.9	27.1	26.0						
	Tn	20.0	20.9	22.8	21.9		19.9	21.2		17.6	17.0	21.6	22.2	23.0	20.6								17.0	14.9	17.0						
	Date	15	15	05	10		11	05		26	10	01	06	03	05								08	04	04						
	T̄n	22.7	22.1	24.2	23.8		23.4	23.0		21.8	21.8	23.4	23.7	24.4	22.2								20.2	18.3	20.3						
	I	27.1	26.1	26.4	28.2		26.3	26.0		23.7	25.7	26.4	26.9	27.5	25.8								23.1	22.7	23.2						
	Moy	27.1	25.5	26.8	28.2		26.8	26.0		23.9	26.3	26.3	27.3	26.9	25.6								23.5	23.5	23.3						
	à	08	27.5	27.9	26.6	27.5		26.8	27.0		24.2	23.1	26.1	26.4	26.1	26.6								23.4	22.8	23.7					
		14	30.1	28.3	27.6	31.0		28.1	2.75		24.8	27.4	28.3	28.8	29.4	28.4								24.4	×	×					
	20	×	24.1	26.3	×		×	25.0		23.4	25.2	25.9	×	26.0	25.7								22.4	×	×						
Humidité moyenne en % à	08	66	76	80	82		78	77		80	83	84	83	85	76								87	88	88						
	14	57	75	76	71		74	76		78	78	76	76	72	72								85	×	×						
	20	×	84	81	×		×	85		85	87	85	×	85	81								91	×	×						

REMARQUES : Total = total des relevés du mois - Nb. de j. = nombre de jours du mois où le phénomène est observé - Tot. moy. = moyenne des totaux du mois de la période d'observations - Nb. de j. moy. = nombre moyen des jours correspondant au Total moyen - Tx. = température maximum absolue du mois - Tx. = moyenne des maximums journaliers du mois - Tn. = température minimum absolue du mois - Tn. = moyenne des minimums journaliers du mois - T. = température moyenne mensuelle - Moy. = moyenne: température moyenne mensuelle de la période d'observations - A 08, 14 et 20 heures (fuseau de Tahiti) sont données les moyennes mensuelles de la température et de l'humidité.

Résumé climatologique

Précipitations : Sécheresse persistance sur les Marquises qui restent en dehors des perturbations. Excédent important sur Tahiti, Hikuero et Tubuai. Ailleurs précipitations déficitaires particulièrement à Rangiroa où il est tombé 5 fois moins d'eau que de normale. A Tahiti et Moorea à l'exception des postes de Punaauia et Papeari déficitaires, très large excédent atteignant 43 cm à Papeenoo.

Températures : Les températures enregistrées restent très voisines de la température moyenne pour la période d'observation.

Phénomènes particuliers : Aucun phénomène particulier n'a été signalé.